

Prix des carburants : une aide de 80€ aux travailleurs de l'aide à domicile



Afin de compenser la hausse des prix des carburants liée à la conjoncture actuelle, le conseil départemental de Vaucluse souhaite mettre en place un soutien financier destiné aux salariés des Services Autonomie à Domicile (SAD) et des Services d'Aide à Domicile - Protection de l'enfance.

Les modalités de l'aide

Le montant forfaitaire du soutien a été fixé à 80€ bruts pour chaque emploi à temps plein présent au 31 mai 2026 dans la structure.

Le Département versera cette aide aux SAD, qui devront ensuite la reverser aux 1 800 salariés concernés. Le budget global est estimé à environ 150 000€. La délibération sera soumise au vote des élus départementaux lors de la séance du 26 juin 2026.

Aide à la personne : un secteur fondamental

Le secteur de l'aide à domicile assure l'accompagnement des personnes âgées ou en situation de handicap ont besoin. Les travailleurs de ce domaine sont particulièrement touchés par la hausse des prix

Ecrit par le 2 juillet 2026

de l'essence, leur quotidien professionnel étant rythmé par de fréquents déplacements à bord de leur véhicule personnel. Cette inflation menace de fragiliser un secteur déjà en tension, avec un risque de dégradation des rémunérations, de désengagement des salariés et de difficultés de recrutement.

Un dispositif qui s'inscrit dans une priorité plus large

Au-delà de cette aide ponctuelle, le Département de Vaucluse affiche une volonté de soutenir durablement le maintien à domicile des personnes fragiles, dans un contexte de vieillissement de la population. L'objectif est de favoriser le 'virage domiciliaire', c'est-à-dire permettre à chaque Vauclusien de vieillir là où il le souhaite, notamment chez lui, tout en améliorant l'attractivité des métiers du lien.

Le dispositif concerne également les Services d'Aide à Domicile en protection de l'enfance, où interviennent les Techniciens d'Intervention Sociale et Familiale (TISF). Ces professionnels accompagnent les familles au quotidien (organisation, hygiène, alimentation, gestion des enfants) avec une mission éducative. Ils jouent un rôle de médiation et de repérage des fragilités, en lien avec les travailleurs sociaux référents. Leur intervention vise à sécuriser l'enfant dans son environnement familial et à éviter, autant que possible, une mesure de placement.

Mathieu Barrois (stagiaire de 2nd)

Infos pratiques : Aide du département de Vaucluse. Montant : 80€ bruts par salarié (temps plein), reversés par les structures (SAD). 1 800 salariés concernés. Vote du projet prévu le 26 juin 2026. Budget global : environ 150 000€

Marie-Pierre Mouton nommée sénatrice : un nouveau cap pour la Drôme après le combat de Gilbert Bouchet

Ecrit par le 2 juillet 2026



Présidente du Conseil départemental de la Drôme depuis 2017, [Marie-Pierre Mouton](#) démissionnera de cette fonction le 1er novembre pour prendre la suite du sénateur [Gilbert Bouchet](#), disparu des suites de la sclérose latérale amyotrophique (SLA) - dite maladie de Charcot. Cette passation marque à la fois la fin d'un combat courageux et le début d'une nouvelle étape pour la représentation drômoise au Sénat. C'est [Franck Soullignac](#), adjoint au maire de Valence et 1er vice-président du Conseil départemental de la Drôme qui prend, par intérim, le fauteuil de la présidence du Département de la Drôme.

Dans un contexte national empreint d'incertitudes, Marie-Pierre Mouton s'apprête à franchir un cap politique. « J'ai remis ce matin ma démission de la présidence du Département de la Drôme, qui prendra effet le 1er novembre », écrit-elle, soulignant la responsabilité « immense » de son nouveau mandat sénatorial. Sa décision fait suite au départ de Gilbert Bouchet, qu'elle salue avec émotion : « Je veux une nouvelle fois saluer la mémoire et l'action ».

Un chemin d'engagement territorial

Née en 1965, Marie-Pierre Mouton est une figure de la Drôme : conseillère départementale, maire de Pierrelatte, puis présidente du conseil départemental depuis 2017. Elle a été faite chevalier de la Légion d'honneur « pour son engagement local ». À la tête du Département, elle a notamment mis l'accent sur la

Écrit par le 2 juillet 2026

solidarité, la ruralité et l'investissement dans les territoires sous tension. Elle insiste désormais sur sa volonté de « porter la voix des territoires, défendre nos collectivités et leur liberté d'action », soulignant que la proximité restera son fil conducteur.



Marie-Pierre Mouton Copyright MPM Communication

Un mandat de présidente intense, exigeant et humain

Son mandat au Département, comme elle le rappelle, « a été intense, exigeant et profondément humain ». Elle y voit la force du collectif et l'engagement des acteurs de terrain comme fondements de toute

Ecrit par le 2 juillet 2026

politique publique réussie. Elle annonce qu'elle restera conseillère départementale - aux côtés de son successeur désigné, le 1er vice-président Franck Soullignac, fidèle aux valeurs d'équité, solidarité et responsabilité.

Le vide laissé par Gilbert Bouchet et son héritage politique

Gilbert Bouchet, sénateur de la Drôme depuis 2014 et maire de Tain-l'Hermitage de 1995 à 2017, est décédé le 20 octobre 2025, à 78 ans, des suites de la maladie de Charcot. Diagnostiqué vers 2023, il avait poursuivi son mandat et s'était fait le porte-voix des personnes atteintes de maladies neurodégénératives. En octobre 2024, affaibli et sous respirateur, il avait pris la parole au Sénat pour défendre une proposition de loi visant à améliorer la prise en charge de la SLA -on estime à 8 000 le nombre de personnes atteintes de la maladie en France avec une incidence de 2,5 nouveaux cas pour 100 000 habitants par an-. Le combat du sénateur avait suscité une forte émotion : « Il faut absolument qu'on ait plus de moyens, plus de communication, car c'est une maladie qui peut tomber sur tout le monde », avait-il déclaré.

Une proposition adoptée à l'unanimité

Sa proposition, adoptée à l'unanimité en février 2025, supprimait notamment la barrière d'âge pour obtenir la Prestation de Compensation du Handicap (PCH) pour les malades en évolution rapide. Son héritage est double : d'une part, la voix d'un élu drômois qui a mis sa propre souffrance au service d'une cause collective ; d'autre part, un rappel à l'engagement politique au niveau local et national. « Jusqu'à ses derniers instants, il est resté fidèle à ses idées, à son engagement et à son franc-parler », a salué la municipalité de Tain-l'Hermitage.

Ecrit par le 2 juillet 2026



Gilbert Bouchet Copyright GB Communication

Ce que cela signifie pour la Drôme

La nomination de Marie-Pierre Mouton au Sénat apparaît comme un choix logique et symbolique. Elle représente la continuité d'un engagement local fort, mais aussi une ouverture vers une nouvelle étape au plan national. Son discours insiste sur la « voix des territoires » : à une époque où la centralisation et la défiance envers les institutions croissent, ce leitmotiv prend un relief particulier. Dans un territoire comme la Drôme - rural, attaché à la proximité, mais aussi confronté à des défis d'attractivité, de

Écrit par le 2 juillet 2026

numérique ou de transition – la présence d’une sénatrice enracinée peut faire la différence.

Un rôle de trait d’union

Ce rôle de « trait d’union » entre terrain et législation est ce que Marie-Pierre Mouton se propose de tenir, forte de son expérience au Département (budget sous tension, investissements dans les réseaux, soutien aux acteurs agricoles et aux actions sociales).

Une page qui tourne, un avenir à écrire

La passation s’inscrit donc dans un moment de transition : la fin d’un combat personnel et politique porté par Gilbert Bouchet, et le début d’un nouveau chapitre pour Marie-Pierre Mouton. Le «grand honneur» qu’elle évoque est aussi «une responsabilité immense». Elle devra conjuguer ancrage local et défis nationaux : financement des collectivités, ruralité, transition écologique, solidarité.

Le parti des Républicains

Pour le Parti Les Républicains et pour la majorité du Département de la Drôme, c’est une occasion de marquer leur présence et leur action. Pour les habitants, c’est aussi l’espoir que leur voix soit mieux entendue à Paris, non pas comme un simple relais administratif, mais comme un vecteur de projets concrets pour le territoire. En somme : un nom, une histoire, un combat. Et maintenant, une mission.

Mireille Hurlin

Cécile Helle et Dominique Santoni lauréates 2025 du Trombinoscope

Ecrit par le 2 juillet 2026



[Le Trombinoscope](#), l'annuaire professionnel du monde politique, vient de dévoiler son palmarès 2025 décliné pour la première fois à l'échelle régionale.

Etabli par un jury composé de 5 journalistes ([Christian Apothéloz](#) de Gomet', [Marie-Cécile Berenger](#) du groupe Var-Matin/Nice-Matin, Marc Leras du Parisien, [François Tonneau](#) de La Provence et de Leo Purguette de La Marseillaise), ce palmarès distingue notamment deux élues vauclusiennes. Cécile Helle est désignée maire de l'année de Provence-Alpes-Côte d'Azur, et Dominique Santoni, conseillère départementale de l'année en région Sud.

La maire de la cité papes a été reconnue pour son choix de ne pas se représenter après deux mandats [comme elle en avait fait la promesse](#) depuis le début de sa prise de fonction ainsi que son « engagement et son action au service du bien commun ». De son côté, [la gestion maîtrisée des finances du Département de Vaucluse](#) par Dominique Santoni semble avoir joué en sa faveur.

« Il ne s'agit pas d'exposer, mais de reconnaître. Pas de flatter, mais de rendre hommage à l'engagement. Là où les réseaux divisent, les territoires rassemblent », explique [Alexandre Farro](#), président du Trombinoscope

Ecrit par le 2 juillet 2026



Crédit : DR

Voici l'ensemble des lauréats 2025 des Prix des Territoires du Trombinoscope en Provence-Alpes-Côte d'Azur :

- Renaud Muselier : Personnalité de l'année de Provence-Alpes-Côte d'Azur
- Marc Pena : Parlementaire de l'année de Provence-Alpes-Côte d'Azur
- Dominique Santoni : Conseillère départementale de l'année de Provence-Alpes-Côte d'Azur
- Ludovic Perney : Conseiller régional de l'année de Provence-Alpes-Côte d'Azur
- Jérémy Bacchi : Révélation de l'année de Provence-Alpes-Côte d'Azur
- François Balique, Laurent Belsola, Chantal Eyméoud, Edouard Friedler, Cécile Helle, Jérôme Viaud : Maires de l'année de Provence-Alpes-Côte d'Azur (un élu par département)
- Cardinal Aveline : Prix spécial de l'année de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Créé en 1981, Le Trombinoscope, présente en photos et biographies les acteurs de la vie politique française et européenne. C'est un outil de travail riche en informations et reconnu par les décideurs politiques et économiques ainsi que par les médias. Les personnalités figurant dans ces ouvrages sont présentées dans l'ordre protocolaire avec fonctions et attributions précises.

Écrit par le 2 juillet 2026

« Rigoureuse, impartiale et transparente, la rédaction du Trombinoscope s'applique à suivre les dernières élections, nominations et mouvements pour vous offrir une actualité précise et fiable de la vie politique française et européenne. Notre politique éditoriale : toute information présentée est recueillie auprès de la personnalité ou institution concernée », explique l'équipe du Trombinoscope.

Un plan pour rendre 19 collèges plus sobres et plus verts



Ecrit par le 2 juillet 2026

Le Département de Vaucluse engage un programme de rénovation des chaufferies de 19 collèges du territoire, prévu entre 2025 et 2028. Objectif ? Améliorer les performances énergétiques, réduire les consommations et contribuer à la baisse des émissions de gaz à effet de serre.

Quatre établissements sont concernés : Les collèges Alphonse Tavan à Montfavet ; Clovis Hugues à Cavaillon ; Paul Eluard à Bollène et Alphonse Silve à Monteux. Les travaux auront lieu, hors période de chauffe, entre maintenant et septembre et concerneront également les automates de régulation, pompes, armoires électriques ou encore systèmes de production d'eau chaude sanitaire.

Dans le détail

Les travaux permettront l'introduction d'un mix énergétique, c'est-à-dire l'installation combinée d'une chaudière à gaz neuve et d'une pompe à chaleur électrique, favorisant ainsi une diminution significative des émissions de gaz à effet de serre.

Un investissement de 3,8 M€

Le montant prévisionnel de ce programme pluriannuel s'élève à 3 879 300 € HT, financé par le Département de Vaucluse et par l'État à hauteur de 792 540,99€, dans le cadre du dispositif 'Fonds vert - France Nation Verte'. Chaque rénovation de chaufferie vise une réduction moyenne de 30 % de la consommation énergétique liée au chauffage, contribuant ainsi à la sobriété énergétique.

Nouveau marché public d'exploitation des équipements thermiques

Ce programme s'inscrit dans un nouveau marché public d'exploitation des équipements thermiques des bâtiments départementaux mis en œuvre jusqu'en 2032 et couvre 72 bâtiments identifiés et imposera aux prestataires des objectifs de performance énergétique mesurables.

Ecrit par le 2 juillet 2026



Chaufferie collège A Silve Copyright Département de Vaucluse communication

Agence Régionale de santé : Quelles priorités pour la santé en Vaucluse ?

Ecrit par le 2 juillet 2026



La santé est devenue une priorité pour le gouvernement. En cause ? Un accès de plus en plus difficile aux soins, une désaffection croissante des Français pour la vaccination, une potentielle menace de la renonciation aux soins et, enfin, une démographie vieillissante face au spectre des déserts médicaux.

C'est justement pour faire le point et défendre la qualité de l'organisation de la santé que Loïc Souriau et Nadia Benayache, respectivement directeur et directrice adjointe départementaux de l'Agence régionale de santé -ARS- ont présenté les priorités ainsi que le bilan non exhaustif du 'Ségur de la santé' permettant d'accompagner 19 projets en Région Paca pour un coût de 621M€ et un financement de l'ARS de 369M€. Les deux responsables du secteur de la santé soulignent que le système de santé, très critiqué, fait l'objet d'une désinformation de grande ampleur qui n'a pas lieu d'être.

Le Plan régional de santé

Tout a commencé par [Le Plan régional de santé de Provence-Alpes-Côte d'Azur -2023-2028-](#)qui prend en compte les évolutions sociétales et les enjeux de logique de parcours, de la crise Covid, des impacts du changement climatique et de la tension des ressources humaines dans tous les secteurs.

7 priorités régionales

Ecrit par le 2 juillet 2026

Il en découle 7 priorités régionales ensuite exercées au niveau départemental. Il y est question de la Protection de la santé de la population ; de la Réduction des inégalités sociales et territoriales de santé ; de l'Accompagnement du vieillissement, des Conséquences de la prévalence des maladies chroniques et de la perte d'autonomie ; de l'Amélioration du parcours des personnes en situation de handicap ; de Santé mentale ; et enfin, d'Améliorer la coopération des acteurs de la santé et d'améliorer la qualité de la prise en charge.

Une vision fine de la santé en France

Et c'est pour obtenir une vision fine des besoins de la santé à l'échelle nationale, régionale puis départementale que le Ségur de l'investissement entre en scène, avec, au niveau régional l'accompagnement de 19 projets validés par le Comité régional d'investissement pour un coût de 621M€ et un financement de l'ARS de 369M€.

Comprendre le Ségur de l'investissement

En juillet 2020, le Ségur de la santé a réuni l'ensemble des acteurs - professionnels de santé, patients, institutionnels - afin d'identifier les principales pistes de modernisation et d'accélération de la transformation du système de santé français. [Le Ségur de l'investissement de Provence-Alpes-Côte d'Azur](#) bénéficie d'un budget national de 1,511 milliards d'euros d'investissement pour soutenir les établissements sanitaires et médico-sociaux.

Une stratégie régionale des investissements

Cette stratégie régionale des investissements Ségur en Paca tient en 6 axes prioritaires : Refinancer les établissements surendettés ; Transformer l'offre hospitalière, de ville et médico-sociaux ; l'Extension des capacités de soins critiques, la Mise à niveau des services d'urgence, la Création d'unités de soins palliatifs ; Rénover, étendre ou reconstruire des établissements vétustes ; Favoriser une meilleure coopération publique-privée ; et Soutenir les territoires , en perte de professionnels de soins.

Ecrit par le 2 juillet 2026



Copyright Freepik

Le Vaucluse en détail

Le Ségur de la santé, intervenu en juillet 2020, suite à la pandémie du Covid 19 communiqué aux français le 17 mars 2020, a permis un financement de grande ampleur des établissements de santé et médico-sociaux pour financer des projets d'envergure. Voici les dernières informations communiquées par l'ARS Vaucluse.

Modernisation du Centre hospitalier d'Avignon

Objectif : augmenter les capacités de réanimation, de soins continus, des urgences et de l'hémodialyse. Accroître la qualité des conditions d'accueil des tours de médecine et de chirurgie. Projet de construction d'un bâtiment. 9M€ ont déjà été alloués et un montant de complémentaire de 58,5M€ est envisagé. Par ailleurs, le Centre hospitalier d'Avignon bénéficie de 17,2M€ pour la restructuration et l'extension des soins critiques adultes. Les travaux ont débuté en mars 2024. La modernisation du centre, dans son ensemble, consommera 81,3M€ auxquels s'ajoutent 2M€ du Conseil régional Sud Paca pour des travaux planifiés au 3^e trimestre 2026.

Le Centre hospitalier d'Orange

Le Centre hospitalier d'Orange bénéficiera de 1,5M€ pour la mise à niveau des plateaux techniques et le renforcement de la gradation des soins pour des débuts de travaux 1^{er} trimestre 2026.

La Clinique Synergia-Ventoux à Carpentras

Écrit par le 2 juillet 2026

La Clique Synergia Ventoux recevra 600 000€ pour la rénovation et l'extension du plateau ambulatoire dont les travaux débiteront au 3^e trimestre 2025.

Le Centre hospitalier spécialisé de Montfavet

Le Centre hospitalier spécialisé de Montfavet touchera 2,4M€ pour l'humanisation des unités d'hospitalisation dont les travaux débiteront 3^e trimestre 2025. Également, 1M€ sera dévolu à la création d'une unité de soins intensifs psychiatriques pour des travaux au 2^e trimestre 2026.

Centre hospitalier de Cavaillon

Il est prévu une restructuration et une extension de l'hôpital, création de blocs opératoires à hauteur de 15M€ du fait de la fermeture de la clinique Synergia Luberon. Il sera accompagné par l'ARS avec une dotation de 4M€.



Copyright Freepik

Au chapitre des Ehpad

Les Établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) n'ont pas été oubliés. Ainsi, l'Agence Régionale de Santé finance la modernisation et la formation des personnels des Établissements pour personnes âgées dépendantes, ainsi, voici les établissements qu'elle accompagne et

Ecrit par le 2 juillet 2026

soutient. «Avant l'affaire Orpéa, nous étions déjà engagés sur l'inspection des Ehpad, rappelle Nadia Benayache. Ainsi tous les Ehpad -il y en a 58 en Vaucluse- ont été contrôlés dont 11 sur sites et le reste sur pièces et de manière conjointe avec le Conseil départemental. L'Ehpad Saint-André à Morières-lès-Avignon a été mis sous administration provisoire durant 6 mois, du fait de signalements. Ces contrôles seront poursuivis pour les structures du handicap, des centres de santé, dentaires et autres, le transport sanitaire, les pharmacies, les hôpitaux...»

L'Ehpad l'Oustalet à Malaucène

L'Ehpad l'Oustalet à Malaucène a bénéficié de travaux en juin 2023 pour un montant de 1,1M€. Le Conseil départemental là aussi investi à hauteur de 500 000€.

L'Ehpad du Centre hospitalier de Cavaillon

L'Ehpad du Centre hospitalier de Cavaillon a obtenu 7,4M€ et d'1M€ du Conseil départemental de Vaucluse.

L'Ehpad Les Arcades à Sainte-Cécile-les-Vignes

Les travaux devraient débuter en décembre 2025 à hauteur de 4M€ auxquels s'ajoute 1M€ du Conseil départemental de Vaucluse. Le projet fait en totalité 15M€.

L'Ehpad André Estienne à Cadenet

L'Ehpad André Estienne à Cadenet a bénéficié de 1M€ pour des travaux à venir cette année. Il avait déjà bénéficié de 500 000€.

Assainissement financier des établissements de santé

Au titre de l'assainissement financier pour [restaurer les capacités financières des établissements en situation de surendettement](#) 743M€ ont été alloués aux établissements de Paca.

A ce titre, également, le **Centre hospitalier Henri Duffaut d'Avignon** a bénéficié de 22M€. L'[Hadar](#) - Association pour l'Hospitalisation A Domicile d'Avignon et sa Région et HAD -Hospitalisation A Domicile-, SSIAD -Service de Soins Infirmiers A Domicile-et Esa -Equipe Spécialisée Alzheimer- s'est vue allouer 300 000€.

Le Centre hospitalier d'Apt a reçu 1,870M€ ; celui de **Carpentras** 300 000€ ; celui de Gordes 387 000€ ; celui de l'Isle sur la Sorgue 300 000€ ; le **Centres hospitalier Louis Giorgi d'Orange** 3,531M€ ; celui de **Sault** 774 000€ ; celui de **Vaison la Romaine** 820 000€ ; le **Centre hospitalier Jules Niel de Valréas** 2,727M€ ; celui de **Montfavet** 300 000€ ; **L'Institut Sainte Catherine à Avignon** 7,363M€ ; **Le Centre hospitalier intercommunal de Cavaillon Lauris** 1,748M€.

Ecrit par le 2 juillet 2026



Copyright Freepik

Extraits de ce qui a été dit lors de la conférence de presse

Les thèmes abordés : La prévention, l'accès aux soins et la santé mentale, priorité nationale 2025.

«Il y a une baisse de la population de médecins généralistes libéraux en ville, mais pas dans les hôpitaux publics où il y en a plus aujourd'hui que 5 ans en arrière, relate Loïc Sauriou, directeur départemental de l'ARS. Il y avait 550 libéraux il y a cinq ans, désormais ils sont 460. Une embellie devrait se faire jour d'ici 2030-2035 pour retrouver les effectifs de 2020-21. Cependant la façon d'exercer a changé et il faut désormais prévoir deux médecins pour remplacer un médecin qui part en retraite. Cependant l'Ordre des médecins vient de publier un rapport évoquant, en 2040, trop de médecins.»

Un guichet unique

Écrit par le 2 juillet 2026

«Actuellement 90% vaclusiens ont un médecin traitant, et 94% ayant une affection de longue durée - ALD- également. Depuis 2023 en France, la mortalité pour cancer a diminué, ce que ne permettrait pas un système en bout de souffle. Le Collectif Vaucluse santé attractivité, créé il y a plus d'un an, mobilise la CPAM -Caisse primaire d'assurance maladie-, la MSA -Mutualité sociale agricole-, les Conseils régional et départemental, l'Ordre des médecins, l'ARS, ensemble, nous avons mis en place un guichet unique pour communiquer, notamment auprès des médecins et favoriser le développement de l'internat dans les cabinets libéraux.»

Séduire les médecins pour qu'ils s'installent en Vaucluse

«Pourquoi ? Parce que les médecins s'installent naturellement là où ils ont fait leurs études : Marseille, Montpellier ou Nice ou dans villes d'où ils sont natifs. L'idée est donc de proposer à ces internes de faire leur internat en structures ou en médecine générale -pour la 4^e année de médecine- et les inciter à rester en Vaucluse. 2026 devrait permettre la venue de docteurs juniors -thésés- qui auront une année à faire en zones sous-dotées en médecins, avant de s'installer en libéral. Ils exerceront par semestres. Ils sont 200 au niveau régional et nous souhaiterions en accueillir une trentaine. Ce sera un nouveau vivier à partir de novembre 2026. De la même façon, nous recrutons aussi des médecins seniors, possiblement à la retraite, qui peuvent donner un peu de leur temps pour exercer.»

Recrutement d'assistants médicaux

«Le médecin disposerait d'une personne, un assistant médical, pouvant accueillir le patient, s'occuper des usages administratifs, de transmettre ou d'enregistrer les documents de santé, de prendre les constantes, puis à la fin de la consultation, s'occuper du paiement, afin que le médecin ne soit présent qu'au moment du diagnostic et de la prescription, ce qui optimise et libère le temps médical. Cela permet de libérer la file active qui est d'environ 1 000 à 1 500 patients, c'est-à-dire sa patientèle.»

Désaffection pour la vaccination

Loïc Sauriou tire la sonnette d'alarme concernant la vaccination «Car la rougeole sévit de plus en plus, notamment chez les enfants alors que la maladie avait été éradiquée du fait de la vaccination infantine. Également, cet hiver, peu de gens se sont fait vacciner contre la grippe, notamment les seniors ce qui a entraîné un pic d'hospitalisation de personnes à partir de 75 ans. Cela aurait pu être évité grâce au vaccin qui est conçu pour en atténuer les effets et surtout les formes graves.»

Ecrit par le 2 juillet 2026



Copyright Freepik

La santé mentale

«La santé mentale est Grande cause nationale 2025. Des études ont révélé l'impact de la crise Covid sur la santé mentale, notamment des passages aux urgences pour tentative de suicide de très jeunes-femmes, avec, heureusement, maintenant, un retour à la normale.»

La pédopsychiatrie

«Les parcours vont être revus, dans un contexte de raréfaction des psychiatres. Nous sommes très critiques au niveau des effectifs car les jeunes médecins sont peu attirés par la pédopsychiatrie et la psychiatrie, ces deux spécialités ne rencontrant pas de succès auprès des étudiants. Cependant, la prise en charge des plus jeunes patients a pu être renouvelée dans le cadre d'une Maison des adolescents, avec une prise en charge élargie qui dépasse la prise en charge de l'hôpital de Montfavet, concernant les médecins généralistes en ville et les psychologues.» A ce propos, l'ARS finance des associations venant en aide aux personnes vulnérables.

Un collectif de 1^{er} secours en santé mentale

«Un collectif de 1^{er} secours en santé mentale, soutenu par l'ARS, forme actuellement des personnes :

Ecrit par le 2 juillet 2026

citoyens, élèves, pour en reconnaître les aspects et venir en aide aux personnes fragilisées, relate Nadia Benayache. Les personnels de l'ARS et particulièrement la CPAM ont, par exemple, été formés en leur qualité de services recevant du public. L'ARS finance des formations en compétences psychosociales pour donner des outils aux citoyens et même aux enfants, afin d'interagir avec lors de situations difficiles et ainsi intervenir en gestion des émotions.»

Les personnes en situation de handicap et autisme

«Plus de 3M€ ont été alloués à des dispositifs pour les personnes en situation de handicap, détaille Nadia Benayache, notamment pour renforcer les IME -instituts médicaux éducatifs- et proposer plus de places, augmenter les places en ESAT - Établissements ou services d'aide par le travail- des dispositifs de répit, afin de soulager les aidants, financer en partie les écoles inclusives, comme pour Joly Jean à Avignon, avec sa structure pour jeunes enfants autistes. Un espace semblable sera créé en septembre 2025, en maternelle, sur la commune de Cavaillon. Ces unités, en milieu ordinaire, pour enfants, existent désormais à Avignon, Bollène et l'Isle-sur-la-Sorgue. Une plateforme verra également le jour cette année pour les 7-12 ans-. Un lieu, le [CAMSP](#) - Centre d'action médico-sociale précoce- à l'Hôpital Henri Duffaut dépiste l'autisme, plus particulièrement, chez les plus jeunes enfants, de zéro à 6 ans.»

Psychiatrie

«Nous allons créer une unité spécialisée, fermée et sécurisée, en plus de l'UMD -Unité pour malades difficiles-, à l'Hôpital de Montfavet- de prise en charge des détenus, de la future prison d'Entraigues mais aussi prenant en charges les autres patients d'autres centres pénitentiaires du Pontet, d'Arles et de Tarascon,» reprend Loïc Souriau.

Le Plan 50 000 solutions

«Le plan 50 000 solutions est un financement structurel de nouveaux dispositifs et parcours médicaux ou sociaux-médicaux. «Il est inédit en France, souligne Nadia Benayache. Il s'agit d'un budget de 3M€ en 2024 en Vaucluse, 2025 devrait être du même niveau, et de 100M€ à l'échelle Provence-Alpes-Côte d'Azur.»

Mobilisation générale pour nettoyer les bords de route de Vaucluse

Ecrit par le 2 juillet 2026



Dans le cadre de sa politique de gestion des déchets en bord de route, le Département de Vaucluse réalise, chaque année, une campagne de collecte de déchets souvent non biodégradables et pouvant nuire à la santé et à l'environnement. Elle a lieu avant le démarrage du fauchage le long des 2 381 km de routes départementales. 204 agents, sur 23 sites, seront notamment mobilisés.

Cette opération de grand nettoyage accélère cette semaine. Elle précède celle de fauchage qui vont bientôt débuter. Objectif : ramasser le maximum de déchets dans le cadre du plan départemental de prévention et de gestion des déchets en bordure du réseau routier, adopté en mai 2021. Ce dernier comporte douze actions suivant trois axes d'intervention : améliorer la collecte et le stockage des déchets, valoriser les déchets et en assurer la traçabilité ainsi que sensibiliser les usagers, former les agents et impliquer les partenaires locaux

Sensibiliser les Vauclusiens

Les équipes de patrouille des centres routiers constatent régulièrement de nombreux détritrus sur les bords des routes, sur les accotements ainsi que sur les aires de repos. Pour faire place nette, la campagne de ramassage de ces déchets sur des secteurs pilotes est devenue nécessaire. Cette opération coordonnée entre tous les centres routiers départementaux et la direction fait l'objet d'une importante

Ecrit par le 2 juillet 2026

mobilisation de plus de 200 agents.

Au-delà de ce nécessaire nettoyage, le Département, à travers les services routiers, appelle les usagers à faire preuve de civilité et à adopter les bonnes pratiques : ne rien jeter par les fenêtres, jeter les détritiques et déchets dans les poubelles prévues à cet effet, déposer les déchets volumineux dans une déchetterie locale.

689 tonnes de déchets collectées en 2024

Les nombreux déchets collectés l'an passé au bord des routes se composaient de :

- Déchets organiques et assimilés (aires de repos) : 74 T
- Encombrants : 6 T
- Déchets plastiques : 8 T
- Déchets mélangés : 260 T
- Déchets métalliques : 32 T
- Déchets pneumatiques : 7 T
- Cartons : 7 T
- Déchets verts : 7 T
- Déchets dangereux et spécifiques : 103 T
- Amiante : 4 T
- Cadavres d'animaux : 1 T
- Déchets balayage : 180 T

Les déchets collectés (dont le tonnage ne cesse d'augmenter, 524 T en 2022 contre 689 T en 2024) sont, dans un premier temps, entreposés temporairement dans les bennes spécifiques présentes dans les centres des quatre agences routières.

Selon les cas et les distances, un partenariat local permet de déposer les déchets dans les déchetteries les plus proches. Ce service permet un traitement local moins consommateur en carburant. Les autres déchets sont enlevés et traités par des entreprises spécialisées. Le coût de la collecte 2024 s'est élevé à 194 000 € : location de bennes, enlèvement externalisé ou en régie, traitement.

Ecrit par le 2 juillet 2026



Opération de fauchage, le long des 2 381 km de routes départementales de Vaucluse. Crédit : DR/Département de Vaucluse

Prochaine étape : le fauchage raisonné

L'étape du nettoyage des bords des routes est primordiale avant de procéder au fauchage. Le ramassage permet d'éviter davantage de pollution en broyant les déchets avec les machines mais il permet aussi d'éviter d'endommager ces dernières.

Mis en œuvre depuis plusieurs années, le fauchage raisonné consiste à :

- Couper plus haut : aujourd'hui, la coupe est faite entre 11 cm et 15 cm du sol pour préserver les couloirs écologiques et pour réduire la détérioration du matériel et des sols.
- Couper moins souvent : un à trois passages dans l'année sont réalisés afin de préserver la biodiversité et d'optimiser les interventions des agents. Toutefois, le traitement des dégagements de visibilité et des points particuliers de sécurité, notamment les virages et les carrefours, sont maintenus et réalisés lorsque cela s'avère nécessaire, ainsi que la lutte contre les espèces exotiques envahissantes comme l'ambrosie.
- Retarder la coupe : les campagnes de fauchage sont retardées afin de s'adapter à la maturité de la végétation sans qu'elle devienne gênante en termes de visibilité, ainsi qu'au cycle de vie de la petite faune et de la flore. Cette action de fauchage tardif permet de préserver le bord des routes qui constitue un refuge pour de nombreuses espèces végétales et animales.

Vaucluse, tout savoir sur les travaux en cours du Conseil départemental ce mois de mars



L'Echodumardi.com vous propose de découvrir le planning mensuel des chantiers entreprises par le [Département de Vaucluse](#) sur ses routes et bâtiments. Parmi eux : La déviation d'Orange entre le giratoire du Coudoulet et la route de Camaret, ainsi que les campus Sécurité routière dans les collèges.

Les travaux d'aménagement de l'ouvrage de rétablissement du Chemin de Nogaret (OA 7) sont en cours depuis juin dernier. L'aménagement de l'ouvrage de franchissement de la route de Jonquières (OA 10) a débuté en décembre pour une durée de 11 mois.

Ecrit par le 2 juillet 2026

Terrassement, assainissement et déplacement des réseaux

L'année 2025 va également être consacrée à la finalisation des terrassements, à l'assainissement pluvial et au déplacement des réseaux sur la section 2, entre les Crémades et la route de Camaret. La mise en service des carrefours giratoires des Crémades et de la route de Camaret, actuellement en travaux, est envisagée pour la rentrée de septembre. La liaison entre ces deux giratoires sera mise en service courant 2026.



Franchissement de la route de Jonquières Copyright Département de Vaucluse

Les routes

Les travaux sont en cours pour l'aménagement d'un carrefour giratoire entre les RD 938 et RD 977 au Crestet. L'anneau du nouveau giratoire commence à se dessiner ; Les travaux d'étanchéité du pont Valentin sont réalisés. La pose des garde-corps et des corniches sur le pont sera prochainement réalisée.

Bâtiments

Concernant la construction de Memento, le Pôle des patrimoines de Vaucluse à Avignon : la réception des travaux a eu lieu le 19 février dernier (période de levée des réserves en cours). Le déménagement des Archives départementales ne démarrera pas avant l'automne 2025, pour une mise en service et ouverture au public prévue en 2026.

Ecrit par le 2 juillet 2026

Extension du Service Livre et Lecture à Sorgues

La fin des travaux est prévue en juin 2025. La construction de la nouvelle Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH) à Avignon se poursuit. Le chantier est entamé depuis septembre 2024 pour 18 mois.

Restructuration du collège Tavan à Montfavet

Les travaux ont démarré en juillet, pour une réception du bâtiment en mai 2025. La réhabilitation du collège Lou Vignarès à Vedène se poursuit : Les travaux de la phase 2, qui comprend la restructuration et l'extension des bâtiments administratifs, vont se poursuivre jusqu'en septembre 2025. La fin du chantier est prévue début 2026, après réalisation des aménagements paysagers et la dépose du collège provisoire.



Terrassement du Chemin de Nogaret Copyright Département de Vaucluse

Campus Sécurité routière dans les collèges

Les prochaines journées prévention et sensibilisation de la Sécurité routière auront lieu mardi 11 mars au collège Arausio à Orange mardi 11 mars. Mardi 18 mars ce sera au Collège Notre Dame du bon accueil à Monteux et le mardi 25 mars au Collège le Luberon à Cadenet.

Ecrit par le 2 juillet 2026



Exercice Sécurité routière Copyright Département de Vaucluse

Vœux de la Fédération du BTP 84, 'Tous combattifs pour construire demain'

Ecrit par le 2 juillet 2026



Daniel Léonard, président de la Fédération du BTP de Vaucluse clôturait les vœux de l'année 2025 au Palais des papes à Avignon devant plus de 500 invités, représentants de l'État, élus, responsables de collectivités territoriales et entrepreneurs. Si le monde de l'économie s'accorde sur une année 2024 difficile et 2025 à conquérir dans une conjoncture croissante de complexité, le président de l'interprofessionnelle a invité chacun à se projeter au-delà des barrières et des freins pour construire demain.

D'ailleurs, le président de la [Fédé BTP 84](#) confie avoir failli annuler les traditionnels vœux, se ravissant à la faveur de l'essentiel «nourrir les puissants liens existants entre professionnels, surtout lorsque la tempête gronde. Une posture essentielle. Tout en restant lucides : Les freins sont nombreux à commencer par la complexité et l'instabilité des dispositifs des normes environnementales via ['Ma prime rénov'](#)».

Cependant qu'un adhérent,

Ecrit par le 2 juillet 2026

de la Fédé BTP 84 nous confiait que les dossiers -pourtant dûment remplis et envoyés en octobre dernier-, n'étaient à ce jour toujours pas payés, alors que les travaux avaient été effectués, obligeant la société à se substituer au banquier.

Daniel Léonard a, comme tous, également évoqué l'effet de «la dissolution

de l'Assemblée Nationale, dénoncé le poids de la cotation des assureurs-crédit, des notes bancaires, des retards de paiements allant jusqu'à 6 mois, comprenant le désarroi des chefs d'entreprise contraints aux licenciements, parfois même, à voir leur destin placé entre les mains des juges du Tribunal de commerce.»



Plus de 500 personnes se sont rendu aux vœux de la Fédé du BTP84 Copyright MMH

Dans les faits ?

«Les chiffres sont plus qu'alarmants. Seulement 250 000 logements ont été produits en France en 2024. C'est autant qu'en 1954 lorsque la France comptait 20 millions d'habitants en moins. » Pour débloquer le

Ecrit par le 2 juillet 2026

parcours immobilier, Daniel Léonard milite pour « la restauration du PTZ (Prêt à taux zéro) sur tout le territoire et tous les types de logements en faveur des primo accédants ; Le dégel de l'enveloppe des aides à la rénovation énergétique du parc social ; L'exonération temporaire des donations à hauteur de 100 000€ par donateur pour une résidence principale dans le neuf et le maintien du budget de MaPrimRénov.»

Daniel Léonard a rappelé que le BTP,

«1^{er} employeur du département, créait 2 emplois pendant 18 mois, chaque fois qu'un logement était produit et que le logement neuf représentait 70% des logements sociaux produits chaque année. Il a salué la constance du Conseil départemental à maintenir son budget d'investissement au cours des années dont 124M€. Un Département, également, qui propose l'expertise de Vaucluse ingénierie à destination des communes portant actuellement 157 projets. Le président de la Fédé BTP a souligné les liens tissés avec Grand Delta Habitat 2^e donneur d'ordre après le Département, qui récompense les entreprises avec le label qualité.»

Le rôle du Grand Avignon à porter l'écologie

notamment pour son projet de boucle d'énergie partagée et d'autoconsommation à Agroparc ainsi que le projet [Natura Parc à Entraigues](#) a été mis en valeur par l'interprofessionnelle. Daniel Léonard a salué «Les communes bâtisseuses comme Cavaillon, Avignon, Monteux, Carpentras, Pertuis, l'Isle-sur-la-Sorgue et Sault, cette dernière étant lauréate des [rubans du Patrimoine](#). Daniel Léonard a aussi loué le savoir-faire des artisans, PME (Petites et moyennes entreprises) et groupes vauclusiens, intervenus sur le chantier de Notre Dame de Paris. Enfin, le président a conclu sur la livraison, en fin d'année 2025, de la Maison commune, le futur siège de la Fédération du BTP 84 où pourront être accueillis les 400 entreprises qui ont la responsabilité de 6 000 salariés.»

Ecrit par le 2 juillet 2026



L'assemblée était composée de représentants de l'Etat, d'élus, de représentants de collectivités territoriales, de chefs d'entreprise et de partenaires Copyright MMH

2025 année préélectorale, 2026 les échéances municipales

Daniel Léonard a insisté sur «une année 2025 préélectorale où la responsabilité des élus est d'actionner tous les leviers à leur disposition pour faire entendre et pourvoir aux besoins des vauclusiens avec la construction et la réhabilitation de logements, la construction d'écoles, de collèges, de lycées, d'hôpitaux, de routes, de voies ferrées et de ponts.»

Le 1^{er} salon du BTP au parc des expos d'Avignon

Daniel Léonard a invité toute l'assemblée à avoir une pensée pour Robert Teyssier qui a présidé la Fédération du Bâtiment et des Travaux publics de 1996 à 2001, disparu il y a quelques semaines et donné rendez-vous les 20 et 21 juin 2025 pour la 1^{re} édition du salon du BTP au Parc des expos, organisé par les professionnels du secteur.

Ecrit par le 2 juillet 2026



Dominique Santoni, présidente du Département de Vaucluse Copyright MMH

'Si rien n'est facile tout reste possible'

Lors des vœux, Dominique Santoni, présidente du [Conseil départemental de Vaucluse](#), a pris la parole, parlant de détermination, d'action et d'engagement en faveur du bâtiment et des travaux publics. Elle en a évoqué les turbulences : «le maintien de la rentabilité pour les petites entreprises, l'augmentation des délais de paiement qui ont eu pour effet d'entraîner des cessations d'activité, la hausse des coûts des matériaux, des prix des matières premières, de la main d'œuvre. Également l'entrée en vigueur de la [Loi Zan](#), la hausse des taux d'intérêts qui a impacté la marge de rentabilité et la capacité à mener à bien des projets, ou encore le logement privé et l'immobilier commercial où la situation reste tendue en raison des incertitudes économiques, avec, à la clef, 150 000 emplois menacés dans ce secteur.»

Investir dans l'avenir

«Nous sommes un Département qui investit dans son avenir, a martelé la présidente du Conseil départemental de Vaucluse, et avons noué de solides liens et une collaboration étroite avec la Fédération

Ecrit par le 2 juillet 2026

du BTP. Contrairement à d'autres, nous avons voté le budget 2025. En dépit des contraintes financières et des 13M€ d'économies que nous avons dû réaliser, nous maintenons un budget ambitieux de 124M€, soit 2M€ en plus qu'en 2024.»

Des projets concrétisés

«Des engagements concrétisés par des projets phares comme [Mémento à Agroparc](#) à hauteur de 32M€, la déviation d'Orange ou encore la [nouvelle MDPH](#) (Maison départementale des personnes handicapées) à Avignon pour 15M€. Nous avons mis en place [Vaucluse ingénierie](#) permettant d'accompagner 157 projets. Nous soulignons l'engagement de [Grand Delta Habitat](#), opérateur unique en logement social en Vaucluse dont nous sommes l'un des principaux actionnaires. Tous les chantiers engagés seront maintenus ainsi que le rythme de 120M€ annuels du Département jusqu'en 2028. Nous sommes le 1^{er} donneur d'ordre public en Vaucluse et garantissons la visibilité et la stabilité de l'investissement public sur le moyen et le long terme.»

Les perspectives 2025

«Cette année, le chantier attendu est celui du réaménagement du carrefour de Bonpas qui va commencer en mai pour une livraison en 2027, soit un chantier de 30 mois dont 70% -25M€- financés par le Département qui supervisera le projet. La réalisation de ce chantier, soutenu par la Région Sud, le Département des Bouches-du-Rhône, le Grand Avignon et la Ville d'Avignon- que je remercie, permettra aux vauclusiens de bénéficier d'un accès direct d'Avignon à Cavaillon ou Apt, sans interruption, sans feu rouge et ni rétrécissement des voies.

Aménagement, construction, réussite collective

«Au-delà des deux projets majeurs que sont [La déviation d'Orange](#) et le [carrefour de Bonpas](#), Le Département continue d'entretenir et de moderniser son réseau routier tout au long de l'année, sans oublier les vélo-routes et [la réhabilitation du pont des Arméniens](#), particulièrement attendue à Sorgues. Nous sommes un Département constant, engagé dans la volonté, le travail et le courage sous le signe de l'aménagement, la construction et la réussite collective.»

[Thierry Suquet, préfet de Vaucluse, 'Allons-y, engageons-nous ! »](#)

Ecrit par le 2 juillet 2026

Le Pontet/Sorgues : La rénovation du pont enjambant la voie rapide d'Avignon-Nord est terminée



Débutés en mars dernier, les travaux de rénovation du pont surplombant la RD 907n entre Le Pontet et Sorgues viennent de s'achever. Cette très lourde intervention menée par le Conseil départemental de Vaucluse a notamment nécessité la limitation et même parfois l'interruption du trafic routier sur cette voie rapide parmi les plus fréquentées du département. Des fermetures réalisées plutôt le week-end et la nuit afin d'en minimiser au maximum l'impact sur cet axe desservant Avignon ainsi que la zone commerciale d'Auchan-Le Pontet.

L'opération, d'un coût total de 1,7M€, a notamment nécessité la surélévation temporaire de l'ouvrage construit en 1974. En effet, le tablier de la structure en béton présentait une fissure longitudinale importante due à la variation de température dans la dalle et au trafic élevé supporté par l'ouvrage.

1 317 ponts à gérer

En tout, le Département a en charge 1 317 ponts dont la moitié a une portée supérieure à 10 mètres. Environ 10 % présentent un problème sur la structure mais sans caractère d'urgence à l'exception du pont roman de Bédarrides (ex RD16) et du pont sur le Calavon sur la RD 900 à Saint-Martin-de-Castillon qui seront menés rénovés en 2025. Des études ont été aussi engagées pour connaître l'état du pont sur le

Ecrit par le 2 juillet 2026

canal de Donzère-Mondragon sur la RD 907 que la Département a récupéré des services de l'État (Dirmed).

Des murs, des tunnels et même des filets de protection

Le Département a également en charge la gestion de 1 302 murs de soutènement supérieurs à 2 mètres de hauteur (dont 3 % doivent faire l'objet de travaux d'urgence), 5 tunnels (dont celui du Barroux -24 mètres- est le plus long), 83 PPHM (Portiques, potences et hauts mâts) ainsi que 32 sites équipés de dispositifs de protection contre les chutes de pierre. Pour ces derniers, les sites les plus importants se trouvent sur la falaise Saint-Eucher à Beaumont-de-Pertuis (RD996) où 1 km de falaises sont équipés ainsi que le long du chemin piétonnier menant à la source de Fontaine de Vaucluse.

[Le Pontet : 2e week-end de fermeture de la voie rapide d'Avignon et du pont](#)